

**Avenant n° 1 à la Convention d'entreprise n° 50
relative à
la répartition de la contribution patronale entre
le Comité Central d'Entreprise et les Comités d'Etablissement**

Entre la Société Autoroutes du Sud de la France, représentée par M. Jacques TAVERNIER,
Directeur Général,

d'une part,

et les organisations syndicales désignées ci-après :

— CFDT	représentée par	Alain BARKATS
— CFTC	représentée par	Patrick JAGA
— CFE/CGC	représentée par	Jacques THOUMAZEAU
— FAT/SNAA	représentée par	Mauricette GUILBAULT
— FO	représentée par	René TURC
— CGT	représentée par	Philippe GALANO

d'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

Préambule

La Direction et les Organisations Syndicales ont fixé, par la convention d'entreprise n°50, signée le 9 novembre 1999, les règles relatives à la répartition de la contribution patronale entre le Comité Central d'Entreprise et les Comités d'Etablissement.

Les parties signataires entendent, par cet avenant n°1 à la convention d'entreprise n°50, augmenter le montant de la contribution patronale.

Article premier - contribution patronale

L'article 2 de la convention d'entreprise n°50 est désormais rédigé ainsi :

Article 2 - Montant de la contribution patronale

La contribution d'un montant total de 1,65 % de la masse salariale, sera versée directement à chaque Comité d'Etablissement à hauteur de 1,53 % selon les modalités définies à l'article 1 et de 0,12 % au Comité Central d'Entreprise par la société.

Article 2 - Date d'effet

Le présent avenant prend effet à compter de sa date de signature.

Article 3 - Dénonciation

Cet avenant est conclu pour une durée indéterminée. Il pourra être dénoncé à tout moment par l'une ou l'autre des parties signataires, avec un préavis de trois mois, sur notification écrite par lettre recommandée avec accusé de réception de l'autre partie.

Article 4 - Dépôt légal

Le présent avenant sera déposé auprès de la Direction Départementale du Travail et de l'Emploi de Vaucluse et auprès du secrétariat greffe du Conseil des prud'hommes d'Avignon, selon les modalités prévues aux articles L. 132-10 et R. 132-1 du Code du travail.

Fait à

Pour ASF

Jacques TAVERNIER

Pour les organisations syndicales :

CFDT

CFTC

CFE/CGC

CGT

FAT-SNAA

FO